



# Habitudes, Règles Empiriques de Consommation et Consommation Publique Utile en Afrique Subsaharienne : Théorie et Nouvelles Données

*John Nana Francois*

Octobre 2023 / No.791

## Résumé

Je développe et estime un modèle structurel de consommation pour un panel de 34 pays d'Afrique subsaharienne de 1960 à 2018 afin de mettre en évidence trois comportements importants en matière de consommation agrégée : la mise en place d'habitudes, la règle empirique de la consommation et la complémentarité de la consommation publique dans l'utilité privée. Les conclusions suivantes se dégagent : (1) Il existe des preuves de la mise en place d'habitudes en matière de consommation. (2) Environ 38 % des consommateurs suivent la règle empirique qui consiste à consommer leur revenu actuel. Ce comportement de

consommation empirique dans les données est dû à la période précédant l'ère de l'argent mobile qui a émergé après les années 2000. (3) La consommation publique complète la consommation privée au sens d'Edgeworth-Pareto. Cela suggère que les augmentations de la consommation publique peuvent stimuler la demande globale grâce à un canal d'utilité marginale positive.

## Introduction

La connaissance du comportement de consommation globale des agents domestiques est importante pour la conception, la mise en œuvre, la médiation et l'efficacité des politiques fiscales et monétaires. Par exemple, la question de savoir si les ménages internalisent la consommation publique comme un complément au sens de Edgeworth-Pareto est fondamentale pour l'efficacité de la politique budgétaire. Dans ce scénario, une augmentation de la consommation publique génère des externalités positives qui augmentent l'utilité marginale de la consommation privée. Cela augmente la consommation privée, compensant ainsi l'effet de richesse standard induit par l'augmentation de la consommation publique financée par les impôts ou les déficits. L'effet inverse s'applique lorsque la consommation privée et la consommation publique sont des substituts. D'autres caractéristiques importantes, telles que la mise en place d'habitudes et le comportement de certains consommateurs, ont des implications importantes pour l'efficacité des politiques monétaires et fiscales (voir Bilbiie, 2008 ; Bouakez et Rebei, 2007 ; Caldara et Kamps, 2017 ; Fuhrer, 2000 ; Ganelli et Tervala, 2009 ; Monteiro et al., 2013 ; Morita, 2015). Malgré leur importance pour les politiques, les preuves systématiques du comportement de la consommation globale en Afrique subsaharienne (ASS) restent rares.

Cette étude apporte un éclairage nouveau et systématique sur le comportement de la consommation globale dans les pays d'Afrique subsaharienne en découvrant : (1) le degré de mise en place des habitudes ; (2) si la consommation publique et la consommation privée sont des compléments ou des substituts d'Edgeworth dans l'utilité privée ; et (3) le comportement de consommation de la règle de l'ivresse. Plus précisément, nous dérivons une équation structurelle de la consommation à partir d'un modèle de consommation traçable avec des agents à l'esprit d'initiative et une fonction d'utilité généralisée, qui tient compte de la formation d'habitudes et du rôle direct de la consommation publique dans l'utilité privée. Nous utilisons ensuite des méthodes de panel dynamique pour estimer les paramètres clés du modèle pour 34 pays d'Afrique subsaharienne.

L'étude du comportement de la consommation globale dans les pays d'Afrique subsaharienne est d'une importance primordiale pour la politique et sa pertinence peut être contextualisée comme suit : Premièrement, considérons le concept d'un rôle direct de la consommation publique dans l'utilité privée et, par conséquent,

la complémentarité (ou la substituabilité) d'Edgeworth entre la consommation privée et la consommation publique. L'éducation publique, qui constitue traditionnellement une composante majeure de la consommation publique dans les pays en développement, en est un exemple. Le développement des services publics d'éducation peut induire une augmentation de la demande privée de manuels scolaires, de crayons ou d'uniformes scolaires (Ercolani et Azevedo, 2014). Néanmoins, l'augmentation des dépenses dans l'enseignement public peut également réduire la demande d'écoles privées ou de professeurs particuliers. En outre, une augmentation des services de santé publique, autre composante importante de la consommation publique dans les pays en développement, peut induire une bonne santé, réduire la mortalité infantile et augmenter l'espérance de vie, ce qui génère des externalités positives pouvant conduire à des investissements dans l'éducation d'enfants en bonne santé. Au-delà de ces composantes traditionnelles de la consommation publique, les biens publics purs (c'est-à-dire les biens qui ne peuvent pas être facilement fournis par le secteur privé), tels que la défense, l'ordre public et la justice, peuvent induire des externalités positives. Par exemple, les dépenses publiques consacrées à l'ordre public peuvent garantir l'absence de violence criminelle et politique généralisée. Cela peut conduire à une augmentation de l'activité économique dans le secteur privé et accroître le niveau de vie actuel et anticipé dans les pays en développement (François et Mata, à paraître). Ces exemples simples suggèrent que, dans l'ensemble, la consommation publique n'est pas nécessairement un gaspillage, mais qu'elle peut au contraire être utile, c'est-à-dire qu'elle contribue directement à l'utilité privée. Ainsi, la consommation publique peut se substituer à la consommation privée ou la compléter au sens de Edgeworth-Pareto, en fonction de sa composition. Par conséquent, il est important de comprendre si la consommation publique est un substitut ou un complément de la consommation privée dans l'utilité privée pour modifier le canal standard de l'effet de richesse qui suit une augmentation de la consommation publique financée par les impôts.

Grâce à un canal d'utilité marginale positive, une augmentation de la consommation publique peut directement accroître la consommation privée si les deux biens de consommation sont complémentaires (Bouakez et Rebei, 2007). Ce point est important, car si le degré de complémentarité est suffisamment élevé, l'utilité marginale positive de la consommation privée peut compenser, voire dépasser, l'effet de richesse négatif habituel découlant du financement de l'augmentation de la consommation publique par les impôts. Le contraire se produit lorsque la consommation privée et la consommation publique sont des substituts de Edgeworth. La découverte de cette relation entre la consommation privée et la consommation publique dans l'utilité privée peut donc contribuer à la conception efficace d'une politique fiscale impliquant la consommation publique. En d'autres termes, dans un scénario où la consommation privée et la consommation publique sont des substituts de Edgeworth, les pays confrontés à une consolidation fiscale peuvent connaître

un certain degré de compensation du côté de la demande pour les réductions de la consommation publique, ce qui conduit à une modération ultérieure de l'effet de l'austérité sur le PIB réel. Inversement, la complémentarité Edgeworth renforcera l'effet négatif de la consolidation fiscale sur la production.

Au-delà de ses implications immédiates pour la politique fiscale, la complémentarité/substitution d'Edgeworth a des implications directes et indirectes pour l'efficacité de l'aide étrangère. Une caractéristique unique des économies de l'Afrique subsaharienne est leur dépendance à l'égard de l'aide étrangère pour financer les dépenses publiques, c'est-à-dire la consommation et l'investissement publics. Le rôle de la complémentarité/substituabilité d'Edgeworth dans la médiation de l'impact des changements de l'aide sur l'ensemble de l'économie fournit une motivation supplémentaire et importante pour découvrir si la consommation publique est utile à l'utilité privée et quelle est sa relation avec la consommation privée. Plus précisément, lorsque la consommation publique et la consommation privée sont des substituts de Edgeworth, une augmentation de la consommation publique financée par l'aide entraîne une baisse de l'utilité marginale de la consommation privée, ce qui a un impact négatif sur la demande globale. Cet impact négatif, via le canal de l'utilité marginale, peut diminuer l'effet positif bien connu de l'aide sur la production induite par l'investissement public. En outre, en présence d'une fongibilité générale - définie comme la part de l'aide qui finit par financer une augmentation de la consommation publique plutôt que l'augmentation prévue de l'investissement public - l'impact négatif généré par la substituabilité d'Edgeworth sera encore exacerbé (Dawood et Francois, 2018). Si la consommation publique complète plutôt la consommation privée en termes d'utilité, une augmentation de la consommation publique financée directement ou indirectement par l'aide étrangère renforcera l'effet positif de l'aide induit par l'investissement public financé par l'aide. Cela peut conduire à une augmentation plus importante de l'impact macroéconomique de l'aide sur la production.

Deuxièmement, prenons l'idée de la présence de la formation d'habitudes dans l'utilité privée. Il a été largement démontré que la prise en compte des habitudes dans l'utilité des agents privés permettait aux modèles d'équilibre général de mieux s'adapter aux données (Fuhrer, 2000). Plus précisément, Fuhrer montre qu'en incluant une spécification de consommation habituelle dans un modèle de politique monétaire, les réactions de la dépense et de l'inflation aux mesures de politique monétaire sont sensiblement améliorées par cette modification. En outre, la littérature sur la croissance soutient les modèles de formation d'habitudes. Plus précisément, un phénomène important qui a été largement étudié dans la littérature sur la croissance est la preuve que la croissance entraîne l'épargne, ce qui est important pour la formation de capital et le développement économique. Le fait que la croissance entraîne l'épargne par effet de granger contredit fortement l'hypothèse du revenu permanent (IRP). En effet, un consommateur qui suit l'hypothèse du revenu permanent épargnerait moins aujourd'hui face à une forte croissance qui augmente

les ressources de la vie entière (Fuhrer, 2000). À l'inverse, en présence d'habitudes, il semble que les agents augmentent lentement leur consommation en cas de chocs positifs sur le revenu, ce qui implique un certain degré de lissage de la consommation (Carroll et Weil, 1994). Par conséquent, la croissance du revenu peut dépasser la croissance de la consommation à court terme, augmentant ainsi l'épargne, tandis que les agents privés réagissent progressivement à l'augmentation du revenu. Au-delà de ces points, il a également été démontré que la présence d'habitudes a des implications importantes pour la politique fiscale et les modèles d'évaluation des actifs (voir Bernasconi et al., 2020 et Fuhrer, 2000, pour une discussion plus complète).

Troisièmement, plusieurs pays d'Afrique subsaharienne sont confrontés à des problèmes socio-économiques, notamment la pauvreté et le manque d'accès aux services financiers et bancaires. Il est donc tout à fait normal de supposer a priori qu'une fraction non négligeable de la population de la région adopte des comportements de consommation de type "règle empirique" (également connus sous le nom d'agents "main à la bouche" ou d'agents non ricardiens). La découverte de la taille de ces agents peut nous éclairer sur la force de l'équivalence ricardienne dans les pays d'Afrique subsaharienne, et donc informer les décideurs politiques de l'efficacité d'une politique fiscale expansionniste impliquant des changements dans la consommation publique. Les agents non ricardiens consomment la totalité de leur revenu courant et ne peuvent ni emprunter ni épargner. Par conséquent, leur présence affaiblit l'équivalence ricardienne standard, qui survient à la suite d'une augmentation des dépenses publiques financées par les impôts (ou d'un déficit).

Comme les salaires augmentent après une hausse de la consommation publique, ces consommateurs de bouche à oreille augmentent leur consommation. Si la fraction des ménages non ricardiens est suffisamment importante, elle peut générer une réaction positive nette de la consommation à la suite de l'augmentation de la consommation publique (Galí et al., 2007). Du côté de la politique monétaire, plusieurs études ont montré que la présence de ménages "règle empirique", si elle est suffisamment importante, peut avoir un impact sur la conception et l'efficacité de la politique monétaire (voir Bilbiie, 2008 ; Colciago, 2011 ; Galí et al., 2004 ; Rossi, 2014). Par exemple, Galí et al. (2004) examinent le principe de Taylor standard qui devient un critère de stabilité trop faible lorsque la part des consommateurs qui suivent la règle empirique est importante. Galí et ses coauteurs soulignent que la taille du coefficient d'inflation nécessaire pour exclure les équilibres multiples est une fonction croissante du poids des consommateurs à règles d'or dans l'économie. À l'inverse, Bilbiie (2008) montre qu'en présence d'une fraction élevée d'agents ayant des règles empiriques, le déterminisme peut nécessiter une politique monétaire passive, par laquelle la banque centrale abaisse le taux d'intérêt réel en réponse à une inflation positive. Avec la croissance constante de l'utilisation des politiques monétaires basées sur des règles dans les économies africaines (voir O'Connell, 2012, pour une discussion), la connaissance de la taille des agents de règle empirique d'un point de vue macroéconomique sera nécessaire et importante dans la conception de la politique monétaire.

La contribution de cette étude est donc triple : Premièrement, elle contribue aux faits empiriques stylisés sur la consommation globale en Afrique subsaharienne et fait avancer la littérature existante en examinant le comportement de consommation globale des ménages dans un cadre généralisé et unifié. Deuxièmement, il s'agit de déterminer si ce comportement de consommation globale permettra de découvrir de "nouveaux" canaux (par exemple, le canal de l'utilité marginale de la consommation publique) de l'efficacité des politiques qui n'ont pas été étudiés de manière adéquate dans le contexte de l'Afrique subsaharienne. Troisièmement, en contribuant aux faits empiriques stylisés sur la consommation globale en Afrique subsaharienne, cette étude serait utile pour calibrer les modèles d'équilibre général de référence pour l'analyse de la politique monétaire et fiscale.

Les estimations empiriques de l'étude révèlent ce qui suit : Il existe des preuves d'un degré modéré de formation d'habitudes (c'est-à-dire que le paramètre d'habitude estimé est inférieur à 0,7 mais supérieur à 0,5). En outre, il y a de fortes indications de l'existence d'agents qui suivent la règle d'or, les estimations révélant qu'environ 38 % des consommateurs ne lissent pas leur consommation. Ces deux résultats suggèrent une forte déviation de l'hypothèse de revenu permanent, ce qui contraste avec des études plus anciennes telles que Raut et Virmani (1989) qui se concentrent sur les pays en voie de développement. Enfin, la consommation publique est un complément Edgeworth de la consommation privée. Cette complémentarité diffère fortement d'études telles que celles d'Evans et Karras (1996) et de Dawood et Francois (2018) qui, sous des hypothèses de modèle plus strictes, trouvent que les deux biens de consommation sont des substituts de Edgeworth dans les pays en développement, y compris les pays d'Afrique subsaharienne. Toutefois, cette conclusion est conforme aux résultats de Karras (1994), qui estime que la consommation privée et la consommation publique sont mieux décrites comme des biens complémentaires pour un ensemble de pays. Karras conclut que la substituabilité semble être l'exception et non la règle dans l'échantillon de pays utilisé pour l'analyse. Ces résultats clés sont robustes dans les différentes spécifications du modèle et lorsqu'ils sont contrôlés par la dépendance à l'âge, qui représente les changements de goût dans l'utilité. Il est important de noter que les relations de préférence estimées dans les résultats de base sont structurellement stables, ce qui suggère qu'elles ne sont pas sujettes à la critique de Lucas et qu'elles peuvent donc être considérées comme des "paramètres profonds".

## Source des données

Le modèle est estimé à l'aide de données de panel déséquilibrées comprenant 34 pays d'Afrique subsaharienne sur la période 1960-2018. Les 34 pays du panel ont été utilisés principalement en raison de la disponibilité des données. Plus précisément, à l'exception de l'Afrique du Sud où la période de données pour la variable dépendante (consommation privée) s'étend sur l'ensemble de la période 1960-2018, les données

pour plusieurs pays sont rares et ne sont disponibles qu'à partir des années 1980 et 1990. Malgré ces difficultés liées à la rareté des données, le nombre de pays de l'échantillon représente plus de 70 % du nombre total de pays de la région (c'est-à-dire 48) et de sa population. Par conséquent, l'échantillon est une bonne représentation de la région.

Comme dans Kraay (2014), toutes les variables sont mesurées en unités monétaires locales et sont exprimées en termes réels par habitant du pays. La variable du taux d'intérêt est le taux d'intérêt réel. Toutes les données proviennent des Indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale, 2021).

La croissance moyenne de la consommation sur la période analysée est d'environ 10,6 %, ce qui signifie que les pays d'Afrique subsaharienne de l'échantillon ont connu une croissance de la consommation en moyenne. Toutefois, le taux de croissance varie entre -61,2 % et 55,74 %, avec un écart type de 15,36 %. Alors que la croissance de la consommation a chuté, en moyenne, en Somalie (-5,4 %) et au Sud-Soudan (-34 %), le Lesotho (39,6 %), le Liberia (18,7 %) et l'île Maurice (20,6 %), par exemple, ont connu en moyenne une forte croissance de la consommation privée. La croissance de la consommation publique a une valeur moyenne de 14,64% et varie de -68,7% à 197,2% avec un écart-type de 30,3%.

La valeur maximale élevée de la croissance de la consommation publique est due au Nigeria, la plus grande économie d'Afrique. Avec un écart-type de 10,65 %, la croissance de la production par habitant est moins volatile que la croissance de la consommation privée et publique. Bien que la consommation publique par habitant ait augmenté en moyenne dans plusieurs pays, des pays comme la Somalie, la Gambie et Madagascar ont enregistré une baisse. La moyenne de la croissance du PIB par habitant est de 8,36% avec des valeurs allant de -22,86% à 31,6%. Cela signifie que certains pays de notre échantillon ont connu à la fois des périodes de ralentissement économique important et des périodes de reprise de la croissance du produit par travailleur. Par exemple, des pays comme le Burundi, la Gambie, Madagascar, la Somalie et le Sud-Soudan ont, en moyenne, tous enregistré une baisse de la croissance du PIB par habitant. La variation moyenne du taux d'intérêt réel est de 1,03 point de pourcentage avec un écart-type de 8,3 points de pourcentage. Enfin, la variation du taux de dépendance lié à l'âge, qui correspond au ratio des personnes âgées de moins de 15 ans ou de plus de 64 ans par rapport à la population en âge de travailler, est de -2,88 points de pourcentage en moyenne. Cela signifie qu'il y a eu une réduction du taux de dépendance lié à l'âge en moyenne.

## Conclusion et implications politiques

Cette étude porte sur le comportement de consommation des ménages dans les pays d'Afrique subsaharienne à l'aide de données de consommation agrégées. Dans le cadre d'une fonction d'utilité généralisée, nous utilisons des techniques de données de panel dynamiques pour estimer un modèle structurel de consommation afin de découvrir : (a) le degré de formation d'habitudes, (b) si la consommation publique remplace ou complète la consommation privée dans l'utilité privée au sens de Edgeworth Pareto, et (c) le comportement de consommation des agents privés pour 34 pays d'Afrique subsaharienne. Il existe des preuves suffisantes d'un degré modéré de formation d'habitudes. En outre, les résultats montrent qu'il existe des agents qui suivent la règle empirique, les estimations révélant qu'environ 27 % à 44 % de la fraction de la population ne lissent pas leur consommation. Ces deux résultats suggèrent une forte déviation par rapport à l'hypothèse de revenu permanent.

La conclusion de la présence d'agents " règle d'or " dans les données de consommation agrégées n'est pas surprenante. Plus précisément, l'Afrique subsaharienne comprend plusieurs pays à faible revenu et il est probable que moins de personnes dans ces pays plus pauvres ont accès au système bancaire et ne peuvent donc pas lisser la consommation autant qu'elles le souhaiteraient. Toutefois, il est intéressant de constater que lorsque nous limitons l'échantillon à la période postérieure à 2000, où les téléphones mobiles et les services bancaires mobiles se sont répandus, nous ne trouvons aucune preuve de comportement de règle empirique dans les données de consommation agrégées. Enfin, nous constatons que la consommation publique entre directement dans l'utilité privée et qu'elle est un complément d'Edgeworth à la consommation privée, ce qui signifie qu'une augmentation de la consommation publique accroît la consommation privée à travers un canal d'utilité marginale positive.

Les implications politiques de ces résultats sont les suivantes : Premièrement, la complémentarité d'Edgeworth entre la consommation publique et la consommation privée suggère que, toutes choses égales par ailleurs, la consolidation fiscale impliquant des réductions de la consommation publique peut être autodestructrice en diminuant la consommation privée par le biais d'un canal d'utilité marginale négatif. Inversement, une politique budgétaire expansionniste impliquant une augmentation de la consommation publique peut être efficace en compensant l'effet de richesse négatif par un canal d'utilité marginale de la consommation.

Du point de vue de l'efficacité de l'aide, le résultat selon lequel la consommation privée et la consommation publique sont des compléments d'Edgeworth implique qu'une augmentation de la consommation publique due à la fongibilité générale produira une utilité marginale positive de la consommation privée et renforcera l'effet positif

de l'aide étrangère sur l'investissement public. Par conséquent, si elle est présente, la fongibilité générale n'aura pas d'effet négatif sur l'efficacité de l'aide. Deuxièmement, comme l'expliquent Galí et al. (2004), la règle de Taylor standard devient un critère de stabilité trop faible lorsque la part des consommateurs soucieux de ne pas perdre de temps est importante. Galí et ses coauteurs soulignent que la taille du coefficient d'inflation nécessaire pour exclure les équilibres multiples est une fonction croissante du poids des consommateurs à règle d'or dans l'économie.

Les résultats de ce document suggèrent qu'une règle de Taylor standard appliquée aux pays développés ne peut pas être appliquée une fois pour toutes dans les pays d'Afrique subsaharienne. Au lieu de cela, la politique monétaire doit être conçue avec soin, car la taille des agents de la règle d'or s'avère importante. Troisièmement, dans le contexte de la fraude fiscale, Bernasconi et al. (2020) montrent que pour un niveau constant d'aversion au risque, les consommateurs ont tendance à réduire leurs niveaux de fraude fiscale au fil du temps en raison de la formation d'habitudes. En outre, à long terme, les consommateurs souhaitent conserver leur niveau de vie, mais ils sont moins disposés à supporter le risque que le paiement d'une amende réduise leur revenu et les empêche de consommer au moins ce qu'ils ont l'habitude de consommer. Les auteurs montrent que la formation d'habitudes a un effet modérateur sur la fraude fiscale et que les amendes lourdes sont plus efficaces que les contrôles fréquents pour réduire la fraude fiscale. Les résultats de cet article confirment que la présence d'habitudes de consommation en Afrique subsaharienne peut aider à orienter des politiques efficaces ciblant l'évasion fiscale dans la région.

La compréhension du comportement des ménages est manifestement d'une importance primordiale, tant dans les cercles politiques que dans les cercles universitaires. Dans le contexte de l'Afrique subsaharienne, ce document a mis en évidence plusieurs comportements agrégés importants des ménages en utilisant des données de consommation agrégées. L'utilisation de données agrégées était nécessaire en partie à cause du manque de micro-données fiables et disponibles dans ces pays et parce que les politiques macroéconomiques nécessitent souvent une compréhension du comportement agrégé. Toutefois, à mesure que des microdonnées de qualité seront disponibles, de futures études pourront compléter l'étude présentée ici en utilisant des microdonnées riches pour réestimer les paramètres clés du modèle de consommation ou, du moins, pour faire la lumière sur les facteurs à l'origine de ces relations agrégées. Par exemple, les microdonnées permettront de saisir avec plus de précision que les données agrégées le comportement de la règle d'or. En outre, dans le contexte du rôle joué par la démographie, les microdonnées peuvent aider à mettre en lumière certaines différences notables de comportement de consommation entre différents groupes (par exemple, les personnes âgées par rapport aux jeunes). Ces différences peuvent avoir des implications importantes pour l'élaboration des politiques, notamment en ce qui concerne la composition du budget de consommation de l'État.

De même, si les données macroéconomiques utilisées dans cette étude permettent de saisir d'importantes habitudes de consommation et comprennent à la fois la consommation durable et non durable, ce qui est important pour quantifier les habitudes, elles présentent l'inconvénient de ne pas saisir les caractéristiques démographiques et peuvent surestimer les habitudes associées aux agents ricardiens (Havranek et al., 2017). Étant donné que l'utilisation de macrodonnées plutôt que de microdonnées est en partie due à la disponibilité des données, de futures études pourront compléter la présente étude en réexaminant la question de la mise en place d'habitudes chez les agents ricardiens lorsque des microdonnées deviendront disponibles.

## Références

- Amano, R.A. and T.S. Wirjanto. 1998. "Government expenditures and the permanent-income model". *Review of Economic Dynamics*, 1(3): 719–30.
- Barthel, A.-C. and J.N. Francois. 2021. "Substitution between public and private consumption: Theory and evidence on the role of non-homothetic preferences". Working Paper. West Texas A&M University, Texas, November.
- Bazzi, S. and M. A. Clemens. 2013. "Blunt instruments: Avoiding common pitfalls in identifying the causes of economic growth". *American Economic Journal: Macroeconomics*, 5(2): A152–86.
- Bernasconi, M., R. Levaggi and F. Menoncin. 2020. "Dynamic tax evasion with habit formation in consumption". *The Scandinavian Journal of Economics*, 122(3): 966–92.
- Bilbiie, F.O. 2008. "Limited asset markets participation, monetary policy and (inverted) aggregate demand logic". *Journal of Economic Theory*, 140(1): 162–96.
- Bouakez, H. and N. Rebei. 2007. "Why does private consumption rise after a government spending shock?" *Canadian Journal of Economics/Revue Canadienne d'Économique*, 40(3): 954–79.
- Brown, A., and G. Wells. 2008. "Substitution between public and private consumption in Australian states". Paper presented at the Australasian Meeting of the Econometric Society (ESAM08), Wellington, New Zealand, 9–11 July.
- Caldara, D., and C. Kamps. 2017. "The analytics of SVARs: A unified framework to measure fiscal multipliers". *The Review of Economic Studies*, 84(3), 1015–40.
- Campbell, J.Y. and N.G. Mankiw. 1989. "Consumption, income, and interest rates: Reinterpreting the time series evidence". *NBER Macroeconomics Annual*, 4: 185–216.
- Campbell, J.Y. and N.G. Mankiw. 1990. "Permanent income, current income, and consumption". *Journal of Business & Economic Statistics*, 8(3): 265–79.
- Carroll, C.D., and D.N. Weil. 1994. "Saving and growth: A reinterpretation". *Carnegie-Rochester conference series on public policy*, 40: 133–92.
- Chiu, R.-L. 2001. "The intratemporal substitution between government spending and private consumption: Empirical evidence from Taiwan". *Asian Economic Journal*, 15(3): 313–23.
- Colciago, A. 2011. "Rule-of-thumb consumers meet sticky wages". *Journal of Money, Credit and Banking*, 43(2-3): 325–53.

- Dawood, T.C. and J.N. Francois. 2018. "Substitution between private and government consumption in African economies". *Economic Modelling*, 73: 129–39.
- Diao, X., M. McMillan, and D. Rodrik. 2019. "The recent growth boom in developing economies: A structural-change perspective". In M. Nissanke and J.A. Ocampo, ed., *The Palgrave Handbook of Development Economics*. Springer, 281–334. London, United Kingdom.
- Dynan, K.E. 2000. "Habit formation in consumer preferences: Evidence from panel data". *American Economic Review*, 90(3): 391–406.
- Ercolani, V. and J.V.E. Azevedo. 2014. "The effects of public spending externalities". *Journal of Economic Dynamics and Control*, 46: 173–99.
- Evans, P., and G. Karras. 1996. "Private and government consumption with liquidity constraints". *Journal of International Money and Finance*, 15(2): 255–66.
- Evans, P., and G. Karras. 1998. "Liquidity constraints and the substitutability between private and government consumption: The role of military and non-military spending". *Economic Inquiry*, 36(2), 203–14.
- Fève, P., J. Matheron and J.-G. Sahuc. 2013. "A pitfall with estimated DSGE-based government spending multipliers". *American Economic Journal: Macroeconomics*, 5(4): 141–78.
- Fiorito, R. and T. Kollintzas. 2004. "Public goods, merit goods, and the relation between private and government consumption". *European Economic Review*, 48(6): 1367–98.
- Francois, J., and A. Mata (forthcoming). Fiscal Policy Effectiveness through the Lenses Useful of Government Consumption". In C. Monga, ed., *Oxford Handbook of the Economy of Cameroon*. Oxford, United Kingdom.
- Fuhrer, J.C. 2000. "Habit formation in consumption and its implications for monetary-policy models". *American Economic Review*, 90(3): 367–90.
- Furlanetto, F. and M. Seneca. 2012. "Rule-of-thumb consumers, productivity, and hours". *The Scandinavian Journal of Economics*, 114(2): 658–79.
- Galí, J., J.D. López-Salido, and J. Vallés. 2004. "Rule-of-thumb consumers and the design of interest rate rules". *Journal of Money, Credit, and Banking*, 36(4): 739–64.
- Galí, J., J. D. López-Salido and J. Vallés. 2007. "Understanding the effects of government spending on consumption". *Journal of the European Economic Association*, 5(1): 227–70.
- Ganelli, G. and J. Tervala. 2009. "Can government spending increase private consumption? The role of complementarity". *Economics Letters*, 103(1): 5–7.
- Havranek, T., M. Rusnak, and A. Sokolova. 2017. "Habit formation in consumption: A meta-analysis". *European Economic Review*, 95: 142–67.
- Havranek, T., and A. Sokolova. 2020. "Do consumers really follow a rule of thumb? Three thousand estimates from 144 studies say, "probably not". *Review of Economic Dynamics*, 35: 97–122.
- Ho, T.-W. 2001. "The government spending and private consumption: A panel cointegration analysis". *International Review of Economics & Finance*, 10(1): 95–108.
- Jalles, J.T. and G. Karras. 2022. "Private and public consumption: Substitutes or complements?" *Oxford Economic Papers*, 74(3): 805–19.
- Karras, G. 1994. "Government spending and private consumption: Some international evidence". *Journal of Money, Credit and Banking*, 26(1): 9–22.

- Kraay, A. 2014. "Government spending multipliers in developing countries: Evidence from lending by official creditors". *American Economic Journal: Macroeconomics*, 6(4): 170–208.
- Kwan, Y.K. 2009. "The direct substitution between government and private consumption in East Asia". *Fiscal Policy and Management in East Asia*, 16: 45.
- Leeper, E.M., N. Traum and T.B. Walker. 2017. "Clearing up the fiscal multiplier morass". *American Economic Review*, 107(8): 2409–54.
- McMillan, M.S., and D. Rodrik. 2011. "Globalization, structural change and productivity growth". Working Paper No. 17143. National Bureau of Economic Research.
- Monteiro, G., A. Cook and S. Dey. 2013. "Optimal tax policy under habit formation and capital utilization". *Journal of Macroeconomics*, 37: 230–48.
- Morita, H. 2015. "State-dependent effects of fiscal policy in Japan: Do rule-of-thumb households increase the effects of fiscal policy?" *Journal of Macroeconomics*, 43: 49–61.
- Nieh, C.-C., and T.-W. Ho. 2006. "Does the expansionary government spending crowd out the private consumption? Cointegration analysis in panel data". *The Quarterly Review of Economics and Finance*, 46(1): 133–48.
- O'Connell, S.A. 2012. "Inflation targeting in Africa". In E. Aryeetey, D. Shantayanan, R. Kanbur and K. Louis, eds, *The Oxford Companion to the Economics of Africa*. Oxford: Oxford University Press.
- Okubo, M. 2003. "Intratemporal substitution between private and government consumption: The case of Japan". *Economics Letters*, 79(1): 75–81.
- Raut, L.K. and A. Virmani. 1989. "Determinants of consumption and savings behavior in developing countries". *The World Bank Economic Review*, 3(3): 379–93.
- Romer, D. 2020. "In praise of confidence intervals". *AEA Papers and Proceedings*, 110: 55–60.
- Roodman, D. 2009a. "How to do xtabond2: An introduction to difference and system GMM in Stata". *The Stata Journal*, 9(1): 86–136.
- Roodman, D. 2009b. "A note on the theme of too many instruments". *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 71(1): 135–58.
- Samuelson, P.A. 1974. "Complementarity: An essay on the 40th anniversary of the Hicks-Allen revolution in demand theory". *Journal of Economic Literature*, 12(4): 1255–89.
- Windmeijer, F. 2005. "A finite sample correction for the variance of linear efficient two-step GMM estimators". *Journal of Econometrics*, 126(1): 25–51.
- World Bank. 2021. World Development Indicators. At: <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>



## Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

Intégrer la rigueur et les données probantes dans l'élaboration des politiques économiques en Afrique

- Améliorer la qualité.
- Assurer la durabilité.
- Accroître l'influence.

[www.aercafrica.org/fr](http://www.aercafrica.org/fr)

### Pour en savoir plus :



[www.facebook.com/aercafrica](http://www.facebook.com/aercafrica)



[www.instagram.com/aercafrica\\_official/](http://www.instagram.com/aercafrica_official/)



[twitter.com/aercafrica](https://twitter.com/aercafrica)



[www.linkedin.com/school/aercafrica/](http://www.linkedin.com/school/aercafrica/)

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

[communications@ercafrica.org](mailto:communications@ercafrica.org)